



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

scolarisation des enfants en situation de handicap

Question au Gouvernement n° 1195

Texte de la question

SCOLARISATION DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

M. le président. La parole est à M. François Ruffin, pour le groupe La France insoumise. *(Huées sur les bancs du groupe LaREM.)*

Mes chers collègues, n'imitiez pas ce qui vous heurte.

M. Jean-Luc Mélenchon. Laissons faire les hurleurs !

M. François Ruffin. Vous êtes vraiment des modèles de civisme ! *(Protestations sur les bancs du groupe LaREM.)*

Cet automne, madame la secrétaire d'Etat, des milliers d'enfants handicapés se retrouvent sans accompagnant, exclus de fait de l'école. À leurs parents inquiets, vous avez prescrit un remède, il y a quinze jours, ici même : un numéro – 0800 730 123 – qui permettait de résoudre 80 % des cas dans les vingt-quatre heures. « Voilà la réalité », aviez-vous affirmé.

Ce serait donc plus rapide que La Redoute ou Amazon. L'auxiliaire de vie scolaire, même précaire, même sous-payée, même sous le seuil de pauvreté, serait livrée dans la journée.

Ce numéro, je l'ai noté ; des milliers de famille l'ont fait ; Cathy, à Abbeville, l'avait déjà noté. Son petit garçon est atteint d'autisme. Depuis la rentrée, elle se bagarre pour obtenir un accompagnant. Au rectorat, qui ne répond pas, elle adresse des courriers, bientôt des recommandés. Alors, votre numéro, c'était la bouée à laquelle elle se raccrochait.

J'ai là ses factures de téléphone : elle a appelé le 7 septembre à 15h02 – personne n'a décroché ; elle a essayé, de nouveau, à 15h38, puis à 16h49 ; le 11 septembre à 14h02, 14h42 et 17h02 ; le 12 septembre à 10h28 ; le 13 septembre à 10h04 *(Murmures sur quelques bancs du groupe LaREM.)* – autant de tentatives, au milieu des rendez-vous avec l'orthophoniste, le neurologue, et le psychomotricien. Enfin, le 21 septembre, à 9h51, un téléconseiller a décroché. Cathy a rempli un énième dossier, mais depuis deux semaines, plus rien, aucune nouvelle, encore moins d'accompagnant pour son enfant.

La voilà, la réalité de terrain, comme vous dites ! Le voilà, le fossé entre le pays et votre baratin ! Yann Arthus Bertrand a photographié le monde vu d'en haut. Vous, vous regardez le monde social d'en haut. Vous planez. Comme il paraît lisse, le pays, depuis vos palais : pour les enfants handicapés, un numéro vert, et tout est réglé ; pour ce qui est de la pauvreté, des grands mots, quelques euros, et en trois coups de cuillère à pot, vous l'éradiquez ; pour les hôpitaux, paf, un plan Santé ; pour les retraités, la méthode Coué : « vous n'avez rien

perdu ! Vous n'avez rien perdu ! » (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) ; et aux cinq millions de chômeurs, le banquier de l'Elysée délivre son secret : « traverser la rue ». Alors, chers amis de Jupiter, quand remettrez-vous les pieds sur Terre ? (Les députés du groupe FI se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe Socialistes et apparentés. – Exclamations sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale. Il y a les effets de manche et les réalités. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

Si vous aimez la vérité et la réalité, écoutez ce que j'ai à vous répondre. Cette année, les accompagnants pour les élèves handicapés n'ont jamais été aussi nombreux. Non seulement nous avons encore augmenté leur nombre, mais nous leur avons offert des contrats plus robustes ; le nombre de contrats aidés a diminué mais celui des emplois d'AESH – accompagnant d'élèves en situation de handicap – a augmenté. Il s'agit de contrats à durée déterminée renouvelables dans la limite de six ans assortis désormais de garanties de formation tout au long de l'année.

Le numéro que vous avez évoqué existe bel et bien.

M. Sébastien Jumel. Personne ne répond !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. La secrétaire d'État, Sophie Cluzel, et moi-même nous sommes rendus dans les locaux de la cellule « Aide handicap école ». Il m'est arrivé de répondre personnellement. Vous insultez l'équipe qui y travaille de manière très efficace. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

L'accueil des élèves en situation de handicap ne mérite certainement pas des basses polémiques. Il exige une stratégie de progrès qui repose sur les moyens nouveaux que nous y consacrons ainsi que sur l'humanité qui caractérise les personnels qui y sont impliqués. Je vous demande de les respecter. (*Mêmes mouvements.*)

M. François Ruffin. Démagogue !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. Ce serait de la démagogie que de prétendre qu'il existe une solution immédiate à tout problème. Nous examinerons le cas que vous évoquez et, comme à tous ceux qui nous ont été soumis cette année, nous y apporterons une solution. Le nombre d'appels a diminué de 25 % cette année, précisément parce que nous trouvons des solutions de terrain.

Données clés

Auteur : [M. François Ruffin](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1195

Rubrique : Personnes handicapées

Ministère interrogé : Éducation nationale et jeunesse

Ministère attributaire : Éducation nationale et jeunesse

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 octobre 2018](#)